

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELPHARM

Rue de l'Isle
BP 103
28380 Saint-Rémy-Sur-Avre

Références : IC260014
Code AIOT : 0010004799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement DELPHARM implanté Rue de l'Isle BP 103 28380 Saint-Rémy-sur-Avre. L'inspection a été annoncée le 11/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELPHARM
- Rue de l'Isle BP 103 28380 Saint-Rémy-sur-Avre
- Code AIOT : 0010004799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Saint-Rémy-sur-Avre, sous-traitant pharmaceutique, est spécialisé dans la production de médicaments stériles.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite inspection du 12 avril 2022 - rejets station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Suite inspection du 12 avril 2022 - Etude technico-éco pollution aqueuse	AP Complémentaire du 04/11/2020, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suite inspection du 12 avril 2022 - Etude technico-éco émissions COV	AP Complémentaire du 04/11/2020, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suite inspection du 12 avril 2022 - flux annuel émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-36°	Sans objet
5	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 9.2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection du 12 avril 2022 - rejets station d'épuration collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans une station d'épuration collective
Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température < 30°C pH compris entre 6,5 et 8,5 Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Débit de référence Maximal : 137 m3/jour C: Concentration moyenne journalière (mg/l) F: Flux maximal journalier MES C: 176 F: 19 kg/j DBO5 C: 219 F: 57 kg/j DCO C: 621 F: 115 kg/j Azote K C: 21 F : 3,15 kg/j P C: 5 F : 0,84 kg/j Se C: 0,015 F: 2 g/j Phénols C: 0,015 F: 2 g/j CN C: 0,015 F: 2 g/j Cd C: 0,003 F: 0,4 g/j Cr C: 0,015 F : 2 g/j Cu C: 0,132 F: 18 g/j Hg C: 0,0003 F: 0,04 g/j Ni C: 0,015 F: 2 g/j Pb C: 0,015 F: 2 g/j Zn C: 0,18 F: 24,6 g/j Métaux totaux C: 1 F: 48,3g/j
Constats : <i>Constat de la visite du 25/11/24 : les effluents aqueux ne respectent pas les seuils fixés dans l'arrêté préfectoral (température notamment).</i> Par courrier du 24 décembre 2024, l'exploitant indique qu'il prendra contact avec l'agglomération de Dreux en janvier 2025 pour revoir la convention de rejet.

Visite du 16/12/2025 :

L'exploitant indique qu'il ne parvient pas à avoir une mise à jour de la convention en raison de difficultés pour prendre contact avec la communauté d'agglomération.

Par télédéclaration du 22 décembre 2025, l'exploitant a transmis les analyses des rejets aqueux de septembre 2025 sur la plateforme GIDAF, les rejets aqueux sont conformes aux paramètres de l'arrêté.

Des dépassements en nickel (0,016 mg/L pour une VLE de 0,015 mg/L) et en chrome (0,032 mg/L pour une VLE de 0,015 mg/L) sont constatés sur l'analyse des rejets du 16 juin 2025. L'exploitant précise que ces dépassements sont liés à une activité non routinière de passivation au niveau de l'isolateur (centrale de pesée) et que les eaux de passivation ont été récupérées et traitées par un prestataire.

Un dépassement du volume moyen journalier (164 m3/j pour une VLE de 137 m3/j) a été constaté le 17 mars 2025. L'exploitant indique que celui-ci est lié à une panne sur les pompes de la station d'épuration de l'agglomération.

Constat : les effluents aqueux ne respectent pas les seuils fixés dans l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suite inspection du 12 avril 2022 - Etude technico-éco pollution aqueuse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2020, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à Madame la Préfète une étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse et sur les moyens garantissant le respect des Valeurs Limites d'Emission en température, phénol et cadmium fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral susvisé en respectant les délais suivants :

- Transmettre un devis de réalisation de l'étude citée ci-dessus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre un bon de commande de l'étude citée ci-dessus sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre l'étude citée ci-dessus sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- L'exploitant met en place les moyens définis dans l'étude citée ci-dessus sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Constats :

Constat de la visite du 25/11/24 : l'étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse et sur les moyens garantissant le respect des Valeurs Limites d'Emission en température, phénol et cadmium n'a pas été réalisée.

Par courrier du 24 décembre 2024, l'exploitant indique qu'il s'engage à fournir le rapport du bureau d'études d'ici fin février 2025.

Par courrier du 6 mai 2025, l'exploitant indique que la poursuite de l'étude a été relancée avec le bureau d'études missionné pour la réalisation de celle-ci. Il transmet les conclusions de l'étude.

Visite du 16/12/2025 :

L'exploitant présente les résultats de l'étude et indique que la mission du bureau d'études est achevée.

- Concernant les phénols, l'exploitant indique que le bureau d'études s'est basé sur des valeurs de PNEC (*Predicted No Effect Concentration*, Concentration prédite sans effet) et non sur les valeurs de l'arrêté préfectoral, alors que celles-ci sont plus restrictives.

L'exploitant souhaite donc aller au-delà de l'étude réalisée en recherchant les équipements à l'origine des rejets en phénols pour éliminer à la source ces composés. L'objectif de l'exploitant est de procéder aux analyses au premier trimestre 2026 pour identifier la source de phénols, puis de rechercher des solutions pour une élimination à la source (protocole en cours de définition).

- Concernant le cadmium, les recherches n'ont pas permis d'identifier de source de cadmium dans les procédés, un seul dépassement de la VLE en cadmium a été constaté en 2020 et plus aucun dépassement n'a été constaté depuis. L'exploitant indique qu'il pourrait donc s'agir d'une erreur de mesures.

L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant, en cas de dépassement sur un ou plusieurs des paramètres analysés, d'engager rapidement après recherche des causes possibles, de nouvelles analyses pour s'assurer que ce dépassement n'est pas récurrent.

- Concernant la température de rejet, l'exploitant indique que plusieurs solutions ont été proposées par le bureau d'études et que celles-ci sont à l'étude. Une mise en œuvre au 1er trimestre 2027 est annoncée.

L'inspection des installations classées rappelle que l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/2020 prévoyait une mise en œuvre des mesures dans l'année suivant la notification de l'arrêté. Ainsi, toute demande de prolongation de délai doit être sollicitée auprès du Préfet d'Eure-et-Loir avec les éléments permettant d'objectiver la demande de délais supplémentaires.

Constat : les moyens définis dans l'étude technico-économique relative à la pollution aqueuse n'ont pas été mis en place dans les délais impartis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suite inspection du 12 avril 2022 - Etude technico-éco émissions COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2020, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, émissions diffuses de solvant

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à Madame la Préfète une étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les

émissions diffuses de COV et de respecter les VLE des rejets atmosphériques fixées à l'article 30 - 36° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé en respectant les délais suivants :

- Transmettre un devis de réalisation de l'étude citée ci-dessus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre un bon de commande de l'étude citée ci-dessus sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre l'étude citée ci-dessus sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- L'exploitant met en place les moyens définis dans l'étude citée ci-dessus sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Constats :

Constat de la visite du 25/11/2024 : l'étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les émissions diffuses de COV et de respecter les VLE des rejets atmosphériques fixées à l'article 30 - 36° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et dans l'arrêté préfectoral applicable n'a pas été réalisée.

Par courrier du 24/12/2024, l'exploitant indique que les consultations sont en cours pour réaliser l'étude dans les plus brefs délais.

Par courrier du 06/05/2025, l'exploitant indique que la société COELYS a été mandatée pour l'aider à élaborer le plan de gestion des solvants (PGS) en janvier 2025. Le rapport d'audit conclut à une mauvaise application de la méthode INERIS par les équipes du site, entraînant une non-représentativité des résultats. Ainsi, les émissions diffuses de COV représentaient 18,4% des solvants utilisés pour le nettoyage de surface et les émissions diffuses totales représentaient 15,9% de l'ensemble des solvants utilisés sur le site.

L'exploitant indique qu'il respecte ainsi les prescriptions en vigueur (article 30-36° de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2012).

Visite du 16/12/2025 :

L'exploitant indique que l'année de référence est 2024 pour le PGS réalisé et sollicite le retrait de cette prescription.

L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'adresser une demande argumentée au préfet pour lever la prescription relative à la réalisation de l'étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les émissions diffuses de COV et de respecter les VLE des rejets atmosphériques fixées à l'article 30 -36° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2012.

Dans ces conditions, la non-conformité est maintenue en attente de la demande de levée de prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suite inspection du 12 avril 2022 - flux annuel émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-36°
Thème(s) : Risques chroniques, Flux annuel des émissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>36° Nettoyage de surfaces (Toute activité de nettoyage ou de dégraissage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Une activité de nettoyage constituée de plusieurs étapes se déroulant avant et après une autre activité est considérée comme une seule activité) Si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an.</p> <p>Si la consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 est supérieure à 1 tonne par an, les dispositions du deuxième alinéa du c du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite de la concentration globale des solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 2 mg/m³. La valeur limite de la concentration globale des solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 20 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite du 25/11/2024 : le flux annuel des émissions diffuses (liées principalement aux procédés de nettoyage) dépasse 20 % de la quantité de solvant acheté</i></p> <p>Par courrier du 24/12/2024, l'exploitant indique qu'il va revoir son PGS car il ne semble plus correspondre aux activités actuelles</p> <p>Par courrier du 06/05/2025, l'exploitant indique que la société COELYS a été mandatée pour l'aider à élaborer le plan de gestion des solvants (PGS) en janvier 2025. Le rapport d'audit conclut</p>

à une mauvaise application de la méthode INERIS par les équipes du site, entraînant une non-représentativité des résultats. Ainsi, les émissions diffuses de COV représentaient 18,4% des solvants utilisés pour le nettoyage de surface et les émissions diffuses totales représentaient 15,9% de l'ensemble des solvants utilisés sur le site.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 9.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a reçu des plaintes de riverains suite à des nuisances sonores générées par le site en juillet 2025.</p> <p>Par courriel du 18/07/2025, l'exploitant transmet l'étude acoustique réalisée en 2023 et indique prendre des dispositions pour limiter les nuisances :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mesure acoustique au niveau des groupe froids installés du côté de l'Avre (situation actuelle). • Remplacement d'un groupe froid ancien par un groupe froid plus récent bénéficiant d'une meilleure isolation acoustique. • Mesure acoustique avec le nouveau groupe froid et l'arrêt de l'ancien. • Selon le rapport d'étude acoustique et les préconisations qui seront faites par le cabinet mandaté, nous mettrons en œuvre une solution visant à réduire le bruit des groupes. <p>En inspection, l'exploitant indique avoir procédé au remplacement du groupe froid plus ancien à l'été 2025. L'exploitant a reçu des retours positifs des riverains suite à ce changement. Une évaluation sonore a été réalisée, mais pas d'étude acoustique en raison de difficultés techniques rencontrées. Une étude acoustique est prévue en 2026, conformément à la périodicité prescrite dans l'arrêté préfectoral du 11/01/2012.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra l'étude acoustique de 2026 après réalisation.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
